



M A R C H E      P U B L I C

D E    T R A V A U X ( P R O C E D U R E A D A P T E E )

ENSAG2024/05

Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P.)

**Personne publique :**

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble – ENSAG -

**Objet de marché :**

Adaptation de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble aux normes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap

**Remise des offres :**

Date limite de réception : lundi 18 Novembre 2024 à 17h

Date de publication : lundi 28 octobre 2024

## **SOMMAIRE**

<b>Article 1</b>	Identifiants	2
<b>Article 2</b>	Objet du marché – Dispositions générales	2
<b>Article 3</b>	Procédure suivie	2
<b>Article 4</b>	Allotissement	3
<b>Article 5</b>	Lieu d'exécution	3
<b>Article 6</b>	Montant minimum et maximum	3
<b>Article 7</b>	Durée du marché	3
<b>Article 8</b>	Pièces constitutives du marché - Documents contractuels	4
<b>Article 9</b>	Assurances	5
<b>Article 10</b>	Modalités de détermination de prix	4
<b>Article 11</b>	Modalités du règlement	5
<b>Article 12</b>	Clause de financement et de sûreté	6
<b>Article 13</b>	Sous-traitance	6
<b>Article 14</b>	Nantissement	6
<b>Article 15</b>	Résiliation	7
<b>Article 16</b>	Reconnaissance des lieux	7
<b>Article 17</b>	Litiges et arbitrage	8



## **Article 1- Identifiants**

Personne publique contractante : Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble – ENSAG –

Personne responsable du Marché : Monsieur le directeur de l'ENSAG

Personne habilitée à recevoir les documents : Antoine Blanchard-Royer, responsable du service des ressources immobilières, mobilières et techniques

Comptable assignataire des paiements : Madame l'agente Comptable de l'ENSAG

## **Article 2 - Objet du marché - Dispositions générales**

Les stipulations de ce Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent un ensemble de prestations relatives à la mise aux normes d'accessibilité de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble - ENSAG – 60 Avenue de Constantine à Grenoble.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. Elles sont soumises aux dispositions du décret n°92-158 du 20/02/1992 complétant le code du Travail articles R.237-1 à 28.

Les prestations (descriptions et périodicités) sont décrites dans le C.C.T.P. et ses annexes. Le prestataire devra exécuter comme étant prévu dans son prix, sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre de sa prestation ainsi que toutes les contraintes liées au parfait accomplissement de sa mission.

## **Article 3 - Procédure suivie**

Le présent marché est à procédure adaptée, passé en application des articles L2123-1 et R2123-1 1er du Code de la commande publique.

## **Article 4 - Allotissement**

Ce marché comporte les lots suivants :

- Lot n°1 : Entreprise générale : Démolition, Peinture, cloison, signalétique et sol souple

- Lot n°2 : Menuiserie intérieures
- Lot n°3 : Serrurerie
- Lot n°4 : Plateforme élévatrice

## **Article 5 – Lieu d'exécution**

L'ensemble des prestations s'effectue dans les locaux situés à l'adresse suivante :

60 avenue de Constantine - 38100 Grenoble

## **Article 6 - Montant estimatif**

Lot 1 : 42 385,00 €HT

Lot 2 : 6 500 €HT

Lot 3 : 22 000 €HT

Lot 4 : 40 000 €HT

Cette estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas la responsabilité de la maîtrise d'œuvre concernant les futures offres des entreprises.

## **Article 7 - Durée du marché**

Le marché débute à compter de la date de notification et cesse à l'issue de la garantie de parfait achèvement de l'opération.

La notification du marché entraîne le démarrage de la phase études.

Un ordre de service prescrivant le démarrage des travaux sera notifié à l'entreprise et fera courir les délais d'exécution prévus ci-dessous.

**Le délai de livraison de l'opération est de 12 mois à compter de la notification du marché.**

## **Article 8 - Pièces constitutives du marché - Documents contractuels**

En complément des pièces demandées lors de la publication, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (Attri 1), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi

- Le formulaire DC1 (lettre de candidature)
- Le formulaire DC2 (déclaration du candidat)
- Le bordereau de décomposition des prix
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi
- Le récépissé de visite des locaux
- Le mémoire des moyens techniques et humains (cf. programme d'organisation du chantier visé à l'article 10).

## **Article 9 – Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Les éventuels sous-traitants seront réputés soumis aux mêmes obligations et devront fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **Article 10 - Modalités de détermination des prix**

### **10.1- Forme de prix**

Le marché comprend des prix forfaitaires et des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

### **10.2 - Contenu des prix**

Les prix proposés par le titulaire doivent être complets. Ils sont fermes et définitifs durant l'exécution du marché.

### **10.3 - Date d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

### **10.4 - Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A. Les montants sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

### **10.5 - Remise des factures**

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures établies suivant les prescriptions édictées par l'ENSAG, lui seront remises au début de chaque mois pour les travaux effectués le mois précédent. La transmission des factures se fait uniquement via la plateforme CHORUS PRO. Les factures devront comporter, de façon obligatoire, les informations suivantes :

Numéro de SIRET : 193 801 412 00019

Numéro du marché : ENSAG 2024/05

### **10.6 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la communauté européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

## **Article 11 - Les modalités du règlement**

La liquidation du marché est effective par des règlements mensuels sur facturation correspondante.

Ces facturations mensuelles comporteront un libellé succinct du marché et la période de référence. Elles seront établies chaque fin de mois.

Le délai global de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture.



Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'ENSAG.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

## **Article 12 - Clauses de financement et de sûreté**

Le titulaire du marché est dispensé de la constitution de cautionnement.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## **Article 13 - Sous-traitance**

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'ENSAG, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>). Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ENSAG doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

## **Article 14 – Nantissement**

En vue de l'application du régime de nantissement ou d'une cession de créance définis par les articles 106 à 110 du code des Marchés Publics, sont désignés comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable de l'ENSAG

## **Article 15 – Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne responsable du marché des documents énumérés à l'article 2.22 du CCAG complétés par l'acte portant décision de fusion et la justification de son enregistrement légal.

A défaut la personne publique se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 28 du CCAG.

## **Article 16 - Reconnaissance des lieux**

Il est obligatoire que l'entrepreneur se rende compte sur place de l'état des lieux, des difficultés éventuelles d'exécution des travaux, et à ce titre, ne pourra alléguer d'une mauvaise information antérieure.

**Une visite groupée des locaux est organisée le 31 octobre 2024 à 14 h, ou le 07 Novembre 2024 à 14h heures**

Confirmez votre présence auprès de Chen Lejuste. Architecte en charge du projet

Exclusivement via son mail : [c.lejuste@kayma.fr](mailto:c.lejuste@kayma.fr)

A l'issue de cette visite un récépissé de visite sera délivré par l'ENSAG à l'entreprise. Ce récépissé sera joint obligatoirement à l'acte d'engagement.

## **Article 17 - Litiges et arbitrage**

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du contrat seront jugées par le Tribunal Administratif de Grenoble seul compétent.

En cas de litiges, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché sont impérativement rédigées en français.

Par ailleurs, le titulaire pourra demander que les litiges et différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du contrat soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement amiable des litiges prévu aux articles 131 et 132 du Code des Marché Publics.

Les frais d'expertise éventuellement engagés à l'occasion de la soumission des litiges à ce comité seront répartis par moitié entre l'Administration et le titulaire.

## **Article 18 – Dérogation**

Sans objet

Le présent CCAP comporte 18 articles.